



Christina Pahnke - sampics/Getty Images

Allemagne contre Viktor Orbán

Le régime autoritaire national de la Hongrie sera remplacé par le diktat supranational de l'Allemagne.

- Josue Michels
- [30/07/2025](#)

Il s'agit d'une bataille entre deux règnes dictatoriaux. L'un est national, l'autre supranational. L'Allemagne accuse le gouvernement hongrois de saper l'État de droit, signe certain d'une dictature nationale en herbe. Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán accuse l'Allemagne d'ingérence dans la politique hongroise par l'intermédiaire de l'Union européenne et de tenter d'instaurer une dictature supranationale. Une bataille similaire s'est déroulée en Pologne, et l'Allemagne l'a emporté. Qui gagnera en Hongrie ?

La Commission européenne retient 18 milliards d'euros de fonds européens de la Hongrie, citant des violations du droit européen. Le dernier rapport sur l'État de droit, publié par la Commission européenne le 8 juillet, affirme que la Hongrie n'a fait « aucun progrès » pour se conformer aux exigences afin de recevoir ces fonds dans un avenir proche.

« J'aimerais qu'il en soit autrement, et j'aimerais que ces fonds soient débloqués et que le peuple hongrois, qui est très largement favorable à l'UE, soit en mesure de bénéficier de ces fonds, mais cela exige le respect de l'État de droit », a déclaré le commissaire européen à la Justice, Michael McGrath, lors de la présentation du rapport.

PT_FR

Mais la situation pourrait empirer. Le nouveau gouvernement de coalition allemand dirigé par Friedrich Merz exige que l'UE punisse plus sévèrement les pays qui violent « l'État de droit ». Politico a décrit cette clause comme une « référence à peine voilée à la Hongrie de Viktor Orbán ».

Ces allégations ne sont pas sans fondement. En juin, Csaba Lukács, fondateur et rédacteur en chef du journal *Magyar Hang*, a déclaré à la *Trompette* :

Le parti au pouvoir a créé une nouvelle fondation. Il s'agit de la Central European Media Foundation, qui a racheté ou accaparé plus de 500 médias : chaînes de télévision, stations de radio, portails Internet, journaux imprimés, quotidiens de campagne, toutes sortes de médias, et qui diffuse de la propagande gouvernementale pure et simple. [...]

Nous vivons en Hongrie depuis plus de 10 ans dans une situation d'urgence. Ils prolongent cette situation

d'urgence d'année en année. Ils ont commencé par la migration. Plus tard, il s'agissait d'une urgence liée au COVID. Aujourd'hui, il s'agit d'une situation d'urgence en raison de la guerre qui sévit dans notre pays voisin, l'Ukraine. Nous vivons donc dans une situation d'urgence permanente, qui permet au gouvernement de diriger sans l'autorisation du Parlement. Ils peuvent édicter des décrets gouvernementaux. Il n'y a pas de débat au Parlement [...]. Ils peuvent également restreindre le travail des journalistes.

M. Orbán affirme que ces mesures sont destinées à protéger la population hongroise de l'influence étrangère. Pour Orbán, le fait de ne pas bénéficier des fonds de l'UE est le prix de la liberté. Mais tout le monde n'est pas d'accord en Hongrie.

Le chef de l'opposition Péter Magyar et son parti Tisza prônent l'alignement des intérêts de la Hongrie sur ceux de l'UE. Magyar promet de débloquer les milliards d'euros de fonds suspendus pour relancer l'économie. M. Magyar est un ancien membre du parti Fidesz de M. Orbán et représente le défi politique le plus sérieux pour M. Orbán, qui est au pouvoir depuis 15 ans.

Dans une interview publiée sur la chaîne YouTube de Mandiner, Orbán a accusé le chef de l'opposition Péter Magyar et son parti Tisza d'être soutenus par des puissances étrangères. Il a déclaré :

Je ne me bats pas contre Péter Magyar et le parti Tisza, mais contre leurs maîtres allemands. [...] Les besoins de ce pays ont toujours été dictés de l'extérieur. Et ces personnes sont toujours trouvées par des puissances étrangères qui s'intéressent à ce qui se passe en Hongrie et veulent influencer les événements hongrois.

Ses remarques font écho à ceux du parti polonais Droit et Justice. Son président, Jarosław Kaczyński, a déclaré en 2021 : « Les Allemands ont joué cartes sur table. Ils veulent instaurer le quatrième Reich. »

Le gouvernement autoritaire polonais a résisté aux ambitions dictatoriales supranationales de l'Allemagne. Le résultat pourrait révéler l'avenir de la Hongrie. Comme l'a écrit Richard Palmer, directeur adjoint de la rédaction de la *Trompette* :

Le parti polonais Droit et Justice (PiS), qui gouverne la Pologne depuis 2015, s'oppose directement aux ambitions européennes de l'Allemagne. Ses dirigeants ont dénoncé à plusieurs reprises la domination de l'Allemagne sur l'UE. [...]

De nombreuses mesures essentielles visant à transformer l'UE en un super-État exigent le consentement unanime de tous les membres. La Pologne a souvent fait obstacle. Le gouvernement PiS a également frustré l'Allemagne par d'autres moyens ; par exemple, il a exigé de l'Allemagne des réparations d'un montant de 1 400 milliard de dollars pour les destructions qu'elle avait infligées lors de la Seconde Guerre mondiale.

L'UE a riposté. En octobre 2021, la Cour de justice de l'Union européenne a commencé à infliger à la Pologne une amende d'un million d'euros par jour, la plus lourde jamais imposée, accusant le gouvernement polonais d'interférer dans le système judiciaire. Le PiS a réagi en menaçant de quitter complètement l'Union. [...]

Au lieu de cela, le 13 décembre, lorsque le président polonais a prêté serment à Donald Tusk en tant que Premier ministre, *la Pologne est passée sous le contrôle de l'Allemagne*.

M. Tusk a notamment été président du Conseil européen, l'organe directeur de l'UE. Son nouveau ministre des Affaires étrangères, Radosław Sikorski, est célèbre pour avoir dit : « Je crains moins la puissance allemande que je ne commence à craindre l'inactivité allemande. » La dernière fois que Sikorski a occupé ce poste, il a été l'une des voix les plus fortes en Europe à réclamer davantage de leadership militaire de la part de l'Allemagne.

La Pologne s'est plus ou moins rendue à la domination allemande ; il semble que la Hongrie emboîtera le pas. Le parti de M. Magyar a atteint 30 pour cent aux élections européennes de 2024, tandis que celui d'Orbán a obtenu 44,6 pour cent — son pire résultat lors d'élections au Parlement européen. Un sondage réalisé en juin a montré que le parti Tisza avait une avance de 15 points avant les élections nationales de l'année prochaine.

D'autres signes anecdotiques indiquent qu'Orbán perd son emprise sur le pouvoir. En mars, le Parlement hongrois a adopté une loi interdisant les marches des fiertés. Lors d'une marche organisée le 28 juin, le nombre de participants a atteint un niveau record, sans aucune entrave de la part des autorités. Le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a écrit :

Tout le monde pouvait le constater : Orbán, si confiant jusqu'ici, n'a pas su s'imposer sur son propre terrain. Ce n'est pas le message qu'il a voulu faire passer. La confusion qui règne parmi les partisans d'Orbán et les médias qui lui sont loyaux suggère que cela a conduit à une incertitude dans les rangs du parti Fidesz d'Orbán.

Orbán a fait un mauvais calcul.

Il est de plus en plus évident qu'Orbán est sur le point de perdre le contrôle, ce qui marquerait une nouvelle étape importante dans l'accomplissement de la prophétie biblique.

Apocalypse 17 décrit un bloc européen dirigé par l'Allemagne. « Les dix cornes que tu as vues sont dix rois, qui n'ont pas encore reçu de royaume, mais qui reçoivent autorité comme rois pendant une heure avec la bête. Ils ont un même dessein, et ils donnent leur puissance et leur autorité à la bête » (versets 12-13).

Dans la *Trompette* de mars 2022, le rédacteur en chef Gerald Flurry a expliqué : « Nous pouvons nous attendre à ce que 10 dirigeants forts apparaissent en Europe — assurément, certains d'entre eux sont déjà au pouvoir — et à ce qu'ils

s'unissent pour renforcer une superpuissance européenne *dirigée par l'Allemagne*. »

La prophétie biblique indique clairement que ces dirigeants européens se soumettront à l'Allemagne à un moment de grande crise. Si Orbán n'est pas disposé à le faire, il sera remplacé par le diktat supranational de l'Allemagne.

La bonne nouvelle, c'est que cela précédera un gouvernement mondial dirigé non par l'homme, mais par Dieu Lui-même. Le verset suivant d'Apocalypse 17 indique que Jésus-Christ reviendra pour soumettre ces chefs et instaurer le règne de Dieu sur la Terre (voir aussi Daniel 2 : 44).

Pour comprendre le rapport de ces événements mondiaux à la meilleure nouvelle que l'humanité ait jamais entendue, lisez « [Les dix rois du nouveau Saint Empire romain se lèvent maintenant](#) », de Gerald Flurry.